l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi
28 février 1976
No 438
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

«Violence» et «criminalité»

INTOXICATION BOURGEOISE

«La violence» est au centre de l'actualité. Toute la presse bourgeoisie écrite et parlée se charge de l'y mettre. Et depuis plusieurs mois la bourgeoisie en a fait un véritable cheval de bataille.

Les choses ont pris une autre ampleur, depuis qu'a été découvert l'odieux crime de Troyes. La bourgeoisie et son gouvernement se sont emparés de cette triste occasion pour revenir à la charge et essayer d'installer dans la population un climat de panique susceptiblé de faire admettre le renforcement de l'appareil répressif.

Dans cette campagne une mention spéciale doit d'ailleurs être décernée aux trois chaînes de télévision. Elles en ont pris la tête dès la première heure, et se sont livrées à une infecte propagande en spéculant sur l'émotion des gens. Au lendemain de l'arrestation du meurtrier, l'une des chaînes de télévision ne consacrait pas moins de 25 minutes à cette affaire dans l'un de ses bulletins d'information !

Les ministres ne sont pas non plus restés sur la touche. Deux d'entre eux notamment, parmi les principaux, Poniatowsky et Lecanuet, se sont livrés à de véritables appels au meurtre et au lynchage. A tel point que 6 jours plus tard, le 25 février, Giscard d'Estaing – assuré que le sale travail de ses acolytes avait porté ses fruits – s'est vu obligé de les désavouer hypocritement.

Pour autant la campagne d'intoxication n'a pas pris fin, au contraire le ministère de l'Intérieur par exemple continue la mise en condition en clamant à cor et à cris que selon ses statistiques *«la criminalité globale... a augmenté de quelque 200 % en 10 ans»* ! La grande presse n'est pas en reste.

Toute la campagne sur «la violence» avait un rôle à remplir : amener les gens à conclure que oui, décidément, il faut plus de flics, et qu'ils aient tous les droits.

En fait – et les mesures décidées au Conseil des ministres du 25 février sont claires à cet égard – il ne s'agit nullement pour la bourgeoisie de lutter contre les vrais criminels, les gangsters, les proxénètes et autre gang des Lyonnais. Le droit pour les flics de perquisitionner une voiture ne permet en rien de combattre le grand banditisme, par contre il permet de légaliser – avec plusieurs années de retard – les tristement célèbres «opérations coup de poing», actuellement contraires aux prescriptions de la loi bourgeoise elle-même. On sait bien contre qui sont dirigées ces «opérations coup de poing». Nullement contre les gros bonnets du trafic de drogue, ou de femmes, mais contre les travailleurs, particulièrement contre les jeunes et nos frères de classe immigrés.

En vérité, paniquée par l'essor des mouvements de lutte des masses ouvrières et populaires, la bourgeoisie se donne actuellement les moyens de procéder à la répression à grande échelle des travailleurs. Si, pour ne prendre que cet exemple, elle se préoccupe de légaliser les «opérations coup de poing», c'est, à n'en pas douter, parce qu'elle compte y recourir plus encore que par le passé. Voilà les vrais mobiles de la campagne sur «la violence». La véritable criminalité, la bourgeoisie s'en moque, et quand bien même elle ne s'en moquerait pas, elle serait impuissante à y remédier : la criminalité pousse comme un champignon sur le tas de fumier du capitalisme décadent. Par contre le mouvement révolutionnaire des masses, la bourgeoisie entend le réprimer, elle espère pouvoir l'écraser.

Aujourd'hui, camarades, ce que la bourgeoisie et son gouvernement préparent c'est la répression, le recours à la violence réactionnaire contre la classe ouvrière et les masses laborieuses. Que la classe ouvrière et les masses populaires se préparent donc à affronter cette violence bourgeoise, et à riposter aux agressions de la bourgeoisie par la juste violence révolutionnaire de masse !

FOUGERES
LA SOLIDARITE POPULAIRE

De notre correspondant à Fougères avec l'approbation de la Commision extérieure des ouvriers de Réhault

Mercredi 25 février a eu lieu à Rennes une table ronde sur l'emploi à Fougères demandée par FO et la CFTC. Les travailleurs de chez Réhault ont fait une marche sur Rennes en voiture. Une quarantaine de voitures sur deux files suivaient un camion de chez Réhault porteur d'un drapeau rouge, avec dessus «la classe ouvrière en lutte», d'un drapeau breton et de banderoles. La Route nationale a ainsi été bloquée de 9 à 12 heures, les voitures roulant à 30 km/h et prenant toute la largeur de la route. Les ouvriers et les petits paysans nous encourageaint. A la préfecture de Rennes, des étudiants en grève nous attendaient avec des banderoles de solidarité. Le mot d'ordre : «Etudiants, ouvriers, solidarité !» était repris ainsi que l'Internationale. Guillerm, conseiller municipal PCF a voulu prendre la parole mais sa voix a été couverte par les mots d'ordre des travailleurs : «Récupération ! Récupération !», «Non au chômage, pas un seul licenciement !» Il faut dire que les responsables du PCF avaient annoncé leur venue chez Réhault sans prévenir les ouvriers qui leur ont opposé un refus.

La CGT et la CFDT ont quitté la table ronde avant la fin en la qualifiant de table ronde bidon.

Ensuite, les manifestants ont parcouru les rues du centre de Rennes toujours en voiture. Puis ils sont rentrés à Fougères où ils ont bloqué la circulation avant de retourner à l'usine. Une courte assemblée générale a eu lieu. Il y a été décidé à l'unanimité d'aller couper le téléphone chez les syndics Massart, car le syndic de Rennes avait fait couper le téléphone de chez Réhault. Les travailleurs avaient en même temps prévenu qu'ils reviendraient le couper tous les jours jusqu'à ce que le leur soit rétabli. Résultat : à 9 h 30 jeudi une des lignes de chez Réhault a été rétablie.

(Suite page 5)

Appel de l'Amicale des Algériens en Europe (région parisienne)

HALTE AUX ATTENTATS ANTIALGERIENS

Une nouvelle série d'attentats visant des représentations diplomatiques et commerciales algériennes en France vient d'être commise au cours du week-end dernier.

C'est ainsi que les locaux du Consulat général d'Algérie à Paris, du Consulat de Strasbourg, de la compagnie Air-Algérie à Lyon, de l'Office national du tourisme à Paris, ont été partiellement détruits par des explosions criminelles qui, heureusement, n'ont pas fait de victimes. Depuis 1969, plus de 60 attentats ont été perpétrés contre des Algériens ou des locaux algériens en France.

A travers ses locaux officiels, c'est l'Algérie qui est visée et l'acharnement de la violence antialgérienne s'explique

– **par l'impunité** dont ont joui et jouissent jusqu'à présent encore les assassins et les auteurs d'attentats antialgériens.

– **par la mansuétude et l'apathie** dont les services de police chargés des enquêtes sur les crimes et attentats antialgériens font preuve à l'égard des **criminels récidivistes repérés et connus.**

– **par les calculs, voués à l'échec, que font les piètres stratèges sur la situation de l'Algérie en butte aux assauts de l'impérialisme.**

Ce n'est pas le fait du hasard si, à chaque fois, la vague d'attentats antialgériens en France se produit au moment où les relations algéro-françaises subisssent, par la faute des autorités françaises, une certaine détérioration.

Les campagnes de presse haineuses déclenchées à la suite de l'arrestation à Alger de terroristes ayant des attaches avec l'ex-OAS entretiennent la tension et la haine raciste contre les travailleurs immigrés.

(Suite p. 3)

LE 28 FEVRIER A 15 HEURES
au 11 rue d' Argentine
à Paris (16è) métro Argentine
Venez massivement à la
MANIFESTATION
organisée par
l'Amicale des Algériens en Europe

Moscou

Le Congrès d'un parti bourgeois, d'un parti fasciste

C'est un écœurant flot de contre-vérités, de menaces à peine voilées, de promesses démagogiques, qui déferle à la tribune du 25è Congrès du PCUS ; d'insultes aussi contre la glorieuse République populaire de Chine.

Une fois de plus le vautour cherche à se faire colombe.

Reprenant son refrain connu sur la «détente» et le «désarmement», Brejnev propose la conclusion d'un «traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales». Il tient ces propos cyniques au moment où ses troupes occupent toujours la Tchécoslovaquie, où ses «conseillers militaires» combattent férocement le peuple angolais, où sa flotte de guerre sillonne, menaçante, tous les océans du monde, où ses troupes et ses chars se massent, toujours plus nombreux, aux frontières de l'Europe. Mais son masque se déchire à certains endroits : sur la question du Proche-Orient, où il s'offre une nouvelle fois à garantir la sécurité de l'État d'Israël, sur les territoires volés au peuple japonais dont il qualifie la volonté de récupérer ses îles de «prétention illégale et non fondée envers l'URSS».

le monde en marche

Moscou, le Congrès d'un parti bourgeois, d'un parti fasciste

Suite de la page une

cynique il commente en ces termes le pillage croissant et la dépendance accrue des pays de l'Est :

«La complémentarité des économies de nos pays a augmenté à l'avantage appréciable de chacun». Tout en notant, à contre-cœur, la révolte grandissante de ces pays qui se manifeste par «des complications en ce qui concerne l'élaboration de programmes à long terme».

Le chef de file du parti de la nouvelle bourgeoisie soviétique se fait par contre beaucoup plus discret sur l'échec flagrant de sa politique économique, toute entière tournée vers le profit et de plus en plus militarisée. «Insuffisances», «bureaucratie» et «catastrophes naturelles» en sont l'explication toute trouvée.

Mais ses calomnies les plus grossières c'est à la grande Chine socialiste qu'il les a réservées, à cet État de dictature du prolétariat, fidèle au marxisme-léninisme, qui dévoile impitoyablement la véritable nature de l'URSS aux peuples du monde entier. C'est avec rage qu'il a réaffirmé ses mensonges sur la détente, protestant avec colère que «l'URSS ne menace naturellement personne, ni à l'Est, ni à l'Ouest... La prétendue menace soviétique n'est qu'un monstrueux mensonge. L'URSS n'a l'intention d'attaquer personne. L'URSS n'a pas besoin de guerre». La main sur le cœur, Hitler ne jurait pas autrement...

Après le maître, en ce troisième jour du Congrès, ce fut le tour des valets. Tour à tour ceux-ci ont couvert d'encens le «parti père», tel le porte-parole de la Bulgarie pillée par le social-impérialisme russe, qui a osé affirmer froidement que «pour un Bulgare, l'amour de la Bulgarie et de l'URSS, c'est la même chose» et docilement craché leur venin sur la Chine rouge, tel Fidel Castro qui s'est surpassé dans ce concert de calomnies antichinoises.

C'est à l'ombre du drapeau rouge des Soviets, frappé de la faucille et du marteau, à l'ombre d'une imposante statue de Lénine, que se déroule cette grotesque mascarade. Mais ceci ne peut masquer le visage vrai de l'URSS sociale-impérialiste et social-fasciste, féroce en apparence mais faible en réalité, en proie aux pires difficultés au plan intérieur comme au plan extérieur, et que tôt ou tard les peuples du monde, y compris le peuple soviétique, abattront comme ils ont abattu le nazisme.

ESPAGNE
VIOLENTE MANIFESTATION A BARCELONE

De violents affrontements ont opposé jeudi soir à Barcelone les forces de répression à environ 20 000 ouvriers pour la plupart travailleurs du bâtiment. On compte actuellement cent mille grévistes dans ce secteur en Espagne.

Les policiers ont utilisé des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes et fumigènes pour tenter de disperser les manifestants qui avaient dressé des barricades en plaçant des automobiles et des bus en travers des rues.

Les bagarres ont duré de 5 heures à 10 heures du soir, témoignant de la détermination de la classe ouvrière à mener le combat pour le bien-être et la liberté.

CLOTURE DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE ALBANAISE

La 4é session de la 8é législature de l'Assemblée populaire de la République populaire d'Albanie s'est réunie récemment. Les députés et les invités ont salué par de longs applaudissements l'entrée dans la salle du Premier secrétaire du Comité central du Parti du travail d'Albanie Enver Hodja, du Président du Présidium de l'Assemblée populaire Haxhi Lleshi, du Président du conseil des ministres Mehmet Chéhou et d'autres dirigeants du Parti de de l'État albanais.

L'Assemblée a écouté et discuté un rapport sur l'accomplissement du plan et du budget de l'État pour 1975, sur le projet de plan de développement de l'économie et de la culture populaire et le projet de budget de l'État pour 1976, présenté par Petro Dode, vice-président du Conseil des ministres et président de la Commission du plan de l'État.

En 1975 la production globale industrielle a été accomplie à 101 %. En agriculture ont été obtenus de meilleurs résultats que par rapport à toute autre année du dernier quinquennat. Ainsi la production des céréales a augmenté de 6 % de 1974 à 1975, et les tâches du plan pour le blé ont été dépassées de 7 %. Le volume global des constructions prévu par le plan a été accompli marquant une augmentation de 7 % par rapport à l'année 1974. Le plan de circulation des marchandises de détail est réalisé à 100 % avec une croissance de 3 % par rapport à l'année 1974. De bons résultats ont été obtenus dans d'autres secteurs de l'économie également et l'on constate de nouveaux progrès de l'enseignement, de la culture, de la santé, etc.

Sous la direction du Parti du travail d'Albanie tout le peuple albanais est mobilisé pour la construction du socialisme.

Le camarade Enver Hodja parmi des travailleuses albanaises, députées à l'Assemblée populaire (photo ATA).

Chine
Des écoles «à porte ouverte»

Le 7 mai 1966, au début de la Révolution culturelle, le Président Mao Tsé-toung lançait un appel resté célèbre : «Il faut mener la révolution dans l'enseignement... Pour accomplir la Révolution dans l'enseignement, il faut qu'elle soit dirigée par la classe ouvrière. Il faut que les masses ouvrières y prennent part.»

Pour lier la théorie et la pratique, pour faire triompher la ligne prolétarienne dans l'enseignement, les murs qui isolaient les étudiants du reste de la société ont été abattus. Les universités gèrent elles-mêmes, désormais, un nombre important d'usines où enseignants et élèves travaillent à la production.

Les instituts agronomiques se sont déplacés des villes à la campagne.

Des ouvriers expérimentés sont devenus professeurs à plein temps. D'autres, plus nombreux viennent de temps à autre donner des cours, des conférences, animer des travaux pratiques. Possédant des connaissances théoriques ils sont aussi riches d'expérience de la lutte des classes et de la production! Dans l'ensemble de la Chine, plus de 1 500 000 ouvriers, paysans et combattants de l'APL forment ainsi un corps enseignant à temps partiel et participent activement à la Révolution dans l'enseignement. Ils se joignent aux enseignants titulaires pour préparer des cours, rédiger des manuels.

Par exemple, le cours de physique «les principes du levier» apporte des explications théoriques mais dénonce aussi les propriétaires fonciers qui, dans l'ancienne société rusaient avec le fléau de la balance pour intensifier leur exploitation des paysans pauvres.

Dans le cours de chimie, l'enseignant, ouvrier teinturier, a choisi beaucoup d'expériences types dont les effets sont clairs, nets, rapides. Dans un langage simple, il expose les principes de la chimie et, en même temps, la situation misérable des teinturiers dans l'ancienne Chine, et aussi les innovations techniques multiples réalisées par les ouvriers devenus maîtres de l'État.

Refusant de considérer l'école simplement comme lieu de transmission des connaissances, ces nouveaux professeurs issus du peuple, inculquent aux élèves la volonté de servir le socialisme avec enthousiasme et dévouement.

Et déjà cette Révolution dans l'enseignement, que les tenants d'une voie capitaliste aimeraient tant voir échouer, porte de beaux fruits.

Dans une lettre adressée au Président Mao, la deuxième promotion de diplômés de l'Université de Tsinghoua écrit notamment :

«A la veille de notre départ pour les postes de l'édification socialiste, nous réfléchissons comment recevoir le drapeau rouge du marxisme-léninisme de la main de nos prédécesseurs et comment mener jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat... Beaucoup de diplômés vont volontairement là où les conditions sont les plus dures... Telles des semences rouges, nous nous enracinerons et fleurirons chez les ouvriers et les paysans. Nous transformerons consciemment notre conception du monde afin de nous faire continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat.»

nouvelles du monde

CEE
POUR L'EXTENSION DE LA ZONE DE PECHE A 200 MILLES

Les 9 pays de la Communauté européenne ont décidé d'étendre leurs zones de pêche à 200 milles marins à l'issue de la Conférence internationale sur le droit de la mer qui reprendra prochainement ses travaux à New-York. Les membres de la CEE discuteront entre eux des contingents de pêche autorisés dans cette zone et pourront se concéder des droits mutuels de pêche. Au sein de la prochaine Conférence sur le droit de la mer, les «9» ont par ailleurs décidé de s'exprimer d'une seule voix.

RHODESIE
MANIFESTATION DES NATIONALISTES AFRICAINS

Un millier de manifestants noirs – en majorité des femmes – ont protesté jeudi dans le centre de Salisbury contre la venue en Rhodésie d'un envoyé spécial du gouvernement britannique chargé d'une «mission d'information» sur les problèmes constitutionnels rhodésiens.

Les manifestants brandissaient des banderoles dénonçant l'ingérence britannique et soutenant la branche du «Conseil national africain» (ANC) hostile au «dialogue» avec l'administration raciste de Ian Smith.

SAHARA OCCIDENTAL :
LE SOUDAN POUR UNE «SOLUTION ARABE»

Le ministre soudanais des Affaires étrangères a demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, la convocation rapide d'une Conférence des ministres arabes des Affaires étrangères pour régler le différend qui oppose trois pays du Maghreb à propos du Sahara occidental. Dans son message il évoque «la situation dangereuse qui risque d'exploser entre ces trois nations sœurs et pourrait gravement diviser le monde arabe. La solution de cette crise, estime-t-il, devrait se trouver dans un cadre arabe.

ITALIE :
LES RÉVISIONNISTES ITALIENS CONTRE LA LIBÉRALISATION DE L'AVORTEMENT

L'abrogation des dispositions du code pénal italien considérant l'avortement comme un crime et punissant les femmes qui y ont recours, est au cœur d'une grande bataille politique engagée en Italie.

Le parti révisionniste italien, soucieux de ne pas mettre en danger son «compromis historique» avec la démocratie chrétienne et redoutant de perdre une partie de son électorat catholique s'est résolument rangé dans le camp des adversaires des femmes italiennes qui luttent contre la répression de l'avortement. Il revendique en effet, comme autrefois ses compères français, que l'avortement soit «toléré» dans quelques cas exceptionnels et décidé par des commissions de juges et de médecins.

nouvelles intérieures

HALTE AUX ATTENTATS ANTIALGERIENS!

(Suite de la page 1)

Ce n'est plus de racisme qu'il s'agit, mais bel et bien d'une opération politique tolérée sinon cautionnée par des responsables de haut niveau

comme l'affirme le mémorandum remis par notre gouvernement au gouvernement français.

Comment l'expliquer autrement ? Ce n'est pas la poignée d'anciens OAS, fichés et connus, qui met en échec les enquêtes de la police.

En réalité les enquêtes n'aboutissent pas parce **qu'elles sont stoppées** par décision supérieure soit **retardées** indéfiniment.

Qu'il s'agisse de l'affaire Mohamed Diab, de celle de Ladj Lounes, de Laid Moussa, de l'affaire du Consulat de Marseille, qui fit 4 morts et plusieurs blessés, à chaque fois, les responsables de ces crimes ont échappé d'une manière ou d'une autre, à la justice.

La révoltante impunité dont jouissent les criminels et les auteurs d'attentats antialgériens ne peut se perpétrer indéfiniment : **justice doit être faite et les criminels châtiés.**

L'émigration algérienne en France, les locaux diplomatiques commerciaux et autres doivent être **efficacement protégés** contre ces agissement d'une poignée de nostalgiques piètrement manipulés.

Travailleur algériens immigrés :

Manifestez votre détermination à dénoncer ces attentats en participant massivement à la manifestation organisée le samedi 28 février, à 15 heures devant les locaux du Consulat général d'Algérie à Paris (16è), 11, rue d'Argentine (métro Argentine).

Commerçants, artisans algériens :

Solidarisez-vous avec la manifestation en fermant vos locaux ce même jour de 14 à 15 heures.

HALTE AUX AGRESSIONS ET ATTENTATS ANTIALGÉRIENS

HALTE AUX CAMPAGNES DE PRESSE RACISTES

L'émigration algérienne en France **exige** que les auteurs des attentats répondent de leurs actes devant la justice.

Demande au gouvernement français d'assurer : la protection des travailleurs immigrés qui contribuent au développement économique de la France et de mettre hors d'état de nuire les semeurs de haine antialgérienne.

Vive la solidarité entre les peuples algérien et français !

Vive la solidarité entre les travailleurs français et immigrés !

La liberté selon Giscard et Marchais

Mercredi, les représentants des différents partis bourgeois se sont retrouvés au Parlement pour causer des «libertés». UDR, Répubicains indépendants, socialistes, centristes, PCF, tous ces messieurs se sontréunis pour la troisième fois pour discuter des projetsgouvernementaux et du PCF sur cette question. Sous la présidence d'Edgar Faure différents témoignages ont été écoutés. Notamment ceux de Raymond Aron du «Figaro» et de Guy Besse pour le PCF. N'est-il pas déjà révélateur que le parti qui se dit communiste, défenseur des travailleurs, se livre à un débat académique et bon enfant avec ceux qui chaque jour foule aux pieds la liberté des travailleurs ? Comment peut-on prétendre à ce titre quand on s'enfonce dans un salon pour discuter avec ceux qui, il y a quelques jours encore ont fait assassiner un paysans par leurs CRS ?

La vérité c'est que tous ces messieurs, par delà leurs étiquettes politiques, s'ils se disent tous plus défenseurs des libertés les uns que les autres sont en réalité des ennemis de la liberté des travailleurs et la liberté dont ils discutent est celle des exploiteurs.

Les uns qui sont au pouvoir, quotidiennement, défendent l'exploitation des ouvriers, des paysans, du peuple. Ils jettent à la rue plus d'un million de travailleurs. Quand le peuple défend ses droits ils lui envoient leurs bandes de officiels tels que les CRS ou non-officiels tels que le SAC. Les autres, qui ne sont pas au pouvoir mais veulent y accéder, cherchent à apparaître comme des défenseurs des libertés que les premiers bafouent. Mais dans les faits ils sont les partisans de la dictature fasciste qui régne en URSS, du régne des camps de concentration, des asiles psychiatriques, de la torture. S'ils sont contraints depuis quelque temps de sembler critiquer quelques aspects trop voyants de ce fascisme, c'est pour une raison et une seule : ils veulent apparaître comme des «démocrates». Mais cela ne les empêche pas de participer au 25é Congrès du parti fasciste d'URSS où Brejnev vante les mérites de cette Gestapo qu'est le KGB.

En France même, on ne compte plus le nombre de fois où ils ont envoyé leurs hommes de main pour agresser des travailleurs, des révolutionnaires.

Si tous ces gens causent tant de «libertés» ce n'est que pour dissimuler leur visage véritable. Giscard parle de «société libérale avancée», Marchais de «démocratie avancée» pour cacher leur nature commune de défenseurs de la dictature de la bourgeoisie.

La liberté d'exploiter les travailleurs

Mais revenons à cette réunion de mercredi. Elle s'est ouverte sur un hommage de Raymond Aron au PCF. L'ancien éditorialiste du «Figaro» devait en effet déclarer :

«La lecture des propositions de loi a accru mon incertitude : seule celle de M. Marchais et de ses amis mentionne le droit de propriété ; l'autre texte l'oublie. J'en ai été frappé.»

Drôles de «communistes» en effet que ceux pour qui la liberté est avant tout la propriété. Comme si les ouvriers étaient des propriétaires ! Aron devait encore ajouter : «Toutes les formes de la liberté se trouvent dans la proposition du PCF».

Signalons encore cette affirmation de Guy Besse sur le «socialisme» selon Marchais : «*La petite et la moyenne propriété, les PME seront protégées.*» Bizarre non ce «socialisme» où subsisterait l'exploitation des ouvriers dans les PME. On sait que les petits et moyens patrons sont des exploiteurs souvent encore plus féroces que les gros.

Voyez encore ce dialogue entre Edgar Faure et Besse :
E. Faure : «Votre perspective est donc durable ?»
«Oui», répond G. Besse.
Mais «ces entreprises pas trés puissantes seront-elles encore le lieu de l'exploitation capitaliste ? », demande encore E. Faure.

G. Besse : «Les travailleurs continueront à défendre leurs intérêts partout, évidemment.»
E. Faure : «C'est donc une révision ? »
G. Besse : «C 'est une réflexion sur le réel. »

Bel aveu sur ce «socialisme» dont on nous dit d'ores et déjà que l'exploitation y subsistera. Les dirigeants du PCF cherchent à mettre une partie des exploiteurs de leur côté. On comprend pourquoi ils ont rejeté la notion de dictature du prolétariat. C'est parce qu'elle est l'inverse de ce qu'ils veulent. Elle est la suppression de toute exploitation, elle est la démocratie pour le peuple. Elle est l'étouffement de la liberté d'exploiter par les masses elles-mêmes.

A EUROPE 1, UNE JOURNEE POUR MARCHAIS

Après le 22è Congrès du PCF et le rejet de la dictature du prolétariat, la bourgeoisie fait une débauche de publicité pour Marchais. C'est ainsi que, le 27 février, il a été sur les antennes d'Europe 1 durant toute la journée, à 8 h 30, à 10 h 30, à 13 h, dans l'après-midi et à 19 h. Il a sa récompense.

La voilà, leur liberté !

Le jour même où les représentants des différents partis bourgeois, du PCF aux Républicains indépendants, se sont réunis pour causer en famille des libertés, différents faits se sont produits montrant ce qu'est la liberté en système capitaliste, ce qu'est la dictature de la bourgeoisie.

Ordonnance d'expulsion contre 8 anciens ouvriers de l'ex-usine Piron

Le tribunal des référés d'Alençon a ordonné, mercredi, l'expulsion de 8 ouvriers en chômage qui avaient réintégré de leur propre initiative les ateliers de l'ex-usine Piron de Bretoncelles (Orne), rachetée par un industriel parisien.

Ils avaient rejoint, mardi dernier, leurs postes de travail afin de protester contre le fait de ne pas être réembauchés après le rachat de l'entreprise Piron par la Sodem, une société spécialisée dans la sous-traitance automobile.

Nouveau licenciement d'un délégué syndical chez Michelin

Un quatrième responsable syndical a fait le 23 février l'objet d'un préavis de licenciement aux usines Michelin de Vannes (Morbihan) comme les trois délégués licenciés le 21, il lui est reproché d'avoir participé le 12 février à la séquestration du directeur de l'usine de Vannes pendant une dizaine d'heures.

Ordonnance d'expulsion des ouvriers des 4 usines SNR d'Annecy

Le président du tribunal correctionnel d'Annecy a ordonné l'expulsion à compter du 1er mars, avec emploi, si besoin est, de la force publique, des ouvriers qui occupent depuis le 19 février, les locaux des quatre usines de la SNR (Société nouvelle de roulement) d'Annecy. Cette société, qui emploie près de 4 000 ouvriers, travaille pour la Régie Renault.

Les ouvriers s'étaient mis en grève avec occupation des locaux pour protester contre des menaces de licenciement.

Incendie dans un bidonville de Nice

Une dizaine de baraquements occupés par des travailleurs nord-africains ont été détruits par le feu dans le bidonville de la «Digue des Français», mercredi soir, dans la banlieue ouest de Nice. On ne signale aucun blessé.

Deux mille travailleurs algériens et tunisiens vivent depuis plusieurs années dans le bidonville de la «Digue des Français» destiné à disparaître en mars prochain.

Un important incendie avait déjà ravagé 250 baraques du bidonville de la «Digue des Français» le 1er juillet 1974, sans faire de victimes.

On peut se demander si ce nouvel incendie, comme le précédent, n'a pas été provoqué volontairement pour obliger les travailleurs immigrés à partir. Les promoteurs immobiliers ont en effet prévu des constructions luxueüses sur le terrain où se trouve le bidonville.

Une réunion de l'Amicale des Algériens en Europe interdite

Une réunion organisée mercredi soir à Strasbourg par l'Amicale des Algériens en Europe avec la participation du F. POLISARIO a été interdite par la préfecture du Bas-Rhin, apprend-on de source officielle. Le «risque de troubles graves de l'ordre public» motive l'arrêté préfectoral.

Au consulat général d'Algérie à Strasbourg on fait remarquer que des réunions analogues se sont déroulées sans incident à Paris et d.. s plusieurs villes de France, la dernière en date étant celle de Nancy, mardi soir.

Cette interdiction est une véritable provocation de la part des autorités françaises qui porte ainsi gravement atteinte à la liberté d'expression des Algériens vivant en France. Pendant ce temps les terroristes antialgériens sont en liberté.

la France des luttes

Premiére victoire pour les chômeurs de Rennes

A Rennes comme partout le nombre des chômeurs ne cesse de croître : aujourd'hui environ 10 000.

Face à cette situation et à la demande de chômeurs, se sont constitués des comités de lutte contre le chômage dans différents quartiers de Rennes (Maurepas, Villejean, Zup-Sud). Ces comités regroupent des chômeurs et des travailleurs actifs.

La semaine dernière ils ont décidé d'une action commune : l'occupation de l'Assedic le mercredi 25 février. En effet la plupart des chômeurs n'ont pas touché d'indemnités depuis décembre. Le but de l'occupation était donc d'obtenir le paiement immédiat des indemnités en retard et, à l'avenir, le paiement régulier tous les 28 jours.

Mercredi donc une quarantaine de chômeurs et de travailleurs actifs se regroupaient devant l'Assedic puis occupaient les locaux pendant qu'une délégation débatait avec la direction.

En fin de matinée ils apprenaient que les travailleurs de Rehault (Fougères) venus manifester à la Préfecture de Rennes étaient prêts à venir les soutenir.

Mais ce ne fut pas nécessaire car à midi tous les chômeurs présents qui avaient droit à l'Assedic touchaient leurs indemnités. Restait le problème de l'aide publique qui ne pouvait être réglé qu'à la direction du travail où tous se rendirent l'après-midi. Après deux heures de discussion et quelques coups de téléphone les comités obtiennent, *pour tous les chômeurs de Rennes qui ont droit à l'aide publique*, le paiement immédiat de l'indemnité.

Après cette journée victorieuse, les chômeurs sont fermement décidés à recommencer si les prochains paiements ne sont pas faits à la date prévue.

Cette victoire a aussi renforcé l'unité des trois comités qui comptent bien entreprendre ensemble de nouvelles actions pour les chômeurs.

correspondant HR.

La direction du Travail occupée par les comités de lutte contre le chômage (Photo correspondant HR).

GREVE DE 24 H. AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE LA CHARTREUSE

Au Centre psychothérapique de la Chartreuse, le personnel du pavillon Renaudin en a eu assez de subir la pénurie du personnel. Ayant fait appel à la section CFDT, diverses démarches auprès de la direction ont échoué. Devant cette situation intolérable, une grève de 24 heures a été décidée en assemblée générale, à l'unanimité, mercredi 25 février. Les travailleurs du Centre psychothérapique dénoncent les conditions de travail et la répression.

En effet, l'insuffisance d'effectif est telle que pour un effectif de 67 malades il n'y a que 67 infirmièrs (e) (surveillantes incluses). La prise de congés et repos dépend uniquement «des possibilités du service» !

Quant aux avantages sociaux «promis» en 74, tels que la crèche, une assistante sociale pour le personnel, les 13 heures supplémentaires promises, ils ne se sont pas concrétisés !

Les tentatives d'exclusion, les avertissements, les blâmes, menaces, chantages pleuvent. Les infirmières de Renaudin (20 ans de service) se voient traitées d'incapables, il en est de même pour la surveillante qui a soutenu le personnel ; or, elle a 12 ans de service !

Les travailleurs ont décidé de poursuivre la lutte.

Les communistes marxistes-léninistes du CHR de Dijon.

CLERMONT FERRAND

Pour la reintegration d'Henri Mandrile

Pour le soutien aux luttes regionales

Mardi à Clermont, le syndicat CFDT Santé-Social avait invité un représentant de l'École d'éducateurs de Marseille pour faire connaître la lutte menée pour la réintégration d'Henri Mandrile, délégué CFDT licencié par le ministre du Travail. Dans l'assistance, des travailleurs sociaux, mais aussi des travailleurs de la Santé et d'autres professions.

Après avoir relaté la lutte de Marseille et parlé du rôle néfaste des quelques dirigeants CGT traîtres aux travailleurs, le représentant de l'IFES a précisé le rôle de l'Enfance inadaptée dans l'État capitaliste. Il a souligné la nécessité pour les travailleurs de l'Enfance Inadaptée de s'unir avec la classe ouvrière car 80 % des usagers sont d'origine ouvrière et seule la solidarité interprofessionnelle peut permettre aux luttes de déboucher.

Les luttes contre les licenciements en cours dans le Puy-de-Dôme ont aussi été évoquées :

— licenciement d'un éducateur CFDT sur rapport psychiatrique (!) à la Chanterie (Clermont)

— licenciement d'un psychologue après 15 ans d'ancienneté au Centre Édouard Seguin à Pompignat (lui aussi CFDT)

— menace de licenciement de 40 personnes à l'École départementale pour sourds-muets des Gravouses à Clermont.

Réintégration d'Henri Mandrile

Dans l'Enfance inadaptée comme ailleurs, pas un seul licenciement.

Un militant CFDT inculpé pour «coups et blessures»

Jean Lajonchère, délégué CFDT et responsable de l'UIB CFDT de Clermont, vient d'être inculpé mardi dernier de «coups et blessures volontaires».

Rappelons les faits : en août dernier, J. Lajonchère soutenait les grévistes de l'entreprise Merand Gomez. Le patron (ex révisionniste espagnol) et les jaunes (parmi lesquels des syndiqués CGT) avaient alors déchaîné la violence réactionnaire contre les travailleurs et expédié Lajonchère et le délégué syndical de l'entreprise à l'hôpital (respectivement un mois et deux mois et demi d'arrêt de travail !).

Or, c'est aujourd'hui Lajonchère qui est inculpé pour coups et blessures volontaires ! Naturellement les plaintes déposées par les syndicalistes CFDT sont, elles restées sans suite. Bel exemple de la justice de classe au service exclusif de la bourgeoisie.

Exigeons la condamnation des vrais et seuls coupables : les patrons.

Répondons à la violence patronale par la juste violence des travailleurs.

correspondant HR.

social

Marseille

Deux externes inculpés de «non assistance à personne en danger»

Deux externes de l'hôpital L'Hôtel-Dieu de Marseille étaient inculpées le 21 janvier dernier de «non-assistance à personne en danger», à la suite du décès d'un patient, M. Louis Barnéoud, souffrant d'hémorragie digestive.

Immédiatement les étudiants hospitaliers élevaient une vive protestation contre cette inculpation. Ils devaient décider de refuser d'assurer leurs fonctions tant qu'un non-lieu n'aurait pas été prononcé pour les deux inculpées.

Dans un communiqué publié le 25 février, le comité de soutien aux deux externes inculpées a déclaré pour sa part que «seule l'assistance publique est responsable dans cette affaire».

Un étudiant en médecine de Marseille nous a écrit pour témoigner sur cette affaire et exposer son point de vue. Écoutons-le plutôt parler.

Un homme est mort, suite à une hémorragie digestive, faute de soins rapides qui auraient pu le sauver. En effet, arrivé à l'hôpital en urgence, deux externes l'ont envoyé vers un autre hôpital — elles croyaient que l'on ne soignait pas les hémorragies digestives dans cet hôpital — alors que son état ne permettait pas ce nouveau transport.

Devant la juste et compréhensible colère de la famille qui se porta partie civile, la justice bourgeoise a inculpé les deux externes de garde ce jour-là à l'hôpital. Et voilà le tour est joué, au lieu de faire le procès d'un système médical pourri, basé sur le fric et la recherche maximum de profit sur le dos des travailleurs malades, on acccuse deux externes d'incompétence, de ne pas avoir su prendre les décisions qui s'imposaient,etc. Voilà deux «boucs émissaires» tout trouvés, qui permettront à la bourgeoisie de s'en tirer à bon compte.

Ce qui arrive à ces deux externes peut arriver à n'importe quel étudiant en médecine. En effet quand on connait le système d'enseignement et de formation des étudiants en médecine, on sait que les externes sont absolument incapables d'assurer seuls les gardes d'urgence.

A nous de nous former par nos propres moyens, en apprenant sur le tas, cela **parce que nous ne sommes** absolument pas pris en charge dans les hôpitaux, parce que les patrons chargés de notre formation s'occupent plus de leur secteur privé que des étudiants, et que ce n'est pas pendant la rituelle et sacro-sainte visite du patron que l'on apprend grand- chose, si ce n'est le respect de la hiérarchie, le mépris du personnel et des malades. Tout le monde sait aussi que les hôpitaux emploient des étudiants en médecine sans aucune formation comme infirmier à mi-temps pour palier la pénurie du personnel en les sous-payant, ceux-ci se retrouvent alors avec d'énormes responsabilités surtout pour les services de nuit et d'urgence. Quand il le faut la bourgeoisie sait toujours trouver un responsable, qu'il soit étudiant ou infirmier, soyons sûrs que ce ne sera jamais un patron.

Non, ce ne sont pas les externes de garde qui sont responsables de la mort de cet homme, c'est le résultat d'une politique délibérée de la bourgeoisie, qui ne fait aucun cas de la santé des travailleurs.

A nous, et en premier lieu étudiants en médecine, personnel hospitalier, de nous solidariser de ces deux externes, d'exiger la levée des inculpations, d'exiger qu'ait lieu le véritable procès, celui de la bourgeoisie. Bien sûr, ce procès ce n'est pas la justice bourgeoise qui le fera, à nous de le faire, à coup sûr un jour la bourgeoisie paiera pour tous ces crimes contre les travailleurs et le peuple.

Nous savons bien que c'est surtout quand la révolution prolétarienne aura triomphé que la médecine pourra réellement être au service du peuple, comme aujourd'hui en Chine et en Albanie.

Un étudiant en médecine.

la France des luttes

LE PCF ET LIP: LE MENSONGE NE PAIE PAS!

Une nouvelle fois, LIP revient au-devant de la scène. En janvier 1976, deux ans après le redémarrage de l'entreprise est annoncé de nouveau un «plan de redressement». Ces derniers temps la direction a pris des mesures remettant en cause des acquis de la lutte de 74 : licenciements déguisés en pré-retraite, et chômage partiel notamment.

Les faux communistes dirigeant le PCF ont voulu se servir de cette situation ainsi que de l'occasion des élections de délégués pour lancer une violente attaque – bâtie sur les mensonges les plus grossiers et la calomnie – contre les travailleurs de LIP, la section CFDT et Charles Piaget.

Ainsi l'«Humanité» blanche du 25 février a consacré cré près d'une page pour déverser son venin antiouvrier et contre-révolutionnaire, pour dénoncer la «collaboration de classe de la CFDT-LIP». Ce qui ne manque pas de sel quand on se rappelle l'attitude ignoble, l'acharnement des dirigeants du PCF et de la CGT, pour dénoncer et saboter la lutte des LIP en 73 et 74. Ces menteurs professionnels déclarent – à propos des tenants du pouvoir – que : «La propension des forces réformistes de la CFDT-LIP à jouer le patron "moderniste" contre les "conservateurs" quitte, ensuite, à tout accepter de lui, leur avait donné quelque espoir». C'est vraiment la falsification des faits, c'est nier que ce pourquoi se battaient tous les travailleurs de LIP avec tant de détermination, c'était contre *«tout licenciement»*. Alors que eux, dirigeants bourgeois aspirant à la gestion du capitalisme, voulaient faire accepter le plan Giraud, c'est-à-dire plusieurs centaines de licenciements.

Toute la pseudo-argumentation des dirigeants révisionnistes vise à faire oublier les acquis de LIP, et entre autre la conduite démocratique de la lutte, pour lui opposer l'exemple de Rateau où la dictature social-fasciste du PCF s'est exercée à plein, où ce parti a montré ouvertement son rôle d'agent et serviteur zélé du social-impérialisme russe. L'«Humanité» du 25 écrit en effet : *«Si... les dégâts de la collaboration de classes sont importants dans l'usine de Besançon, c'est raté pour la "contagion". Après LIP ce fut Rateau.»* ! Combien d'ouvriers mis en pré-retraite à Rateau ? Combien d'ouvriers mutés ? Qui est-ce qui décidait des actions à mener et comment les mener ? Là-dessus les bavards révisionnistes sont muets comme des carpes et pour cause ! Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'à LIP, il n'y a pas eu des illusions réformistes qui ont été semées, loin de là. Mais cela n'a nullement été l'essentiel, et nous aurons l'occation d'y revenir.

Pour terminer son speech, l'«Humanité» parle des débrayages au cours de l'année 75 et prétend pompeusement que «nul autre que le Parti communiste n'en a été l'animateur». Il en était tellement l'animateur... que la CGT a brillé par son éternelle absence que ce soit à la mécanique, au décolletage ou ailleurs !«En 75, dit l'«Humanité», ce n'est pas l'opération Neuschwander qui a progressé, c'est le parti des ouvriers, l'organisation communiste» (le PCF). Cette affirmation est aussi stupide que celle dénoncée avant.

Le parti de la bourgeoisie révisionniste, par CGT interposée, a avancé comme un âne qui recule !

OCCUPATION DE L'USINE ASPRO-NICHOLAS

Suite à des informations alarmistes de la direction au Comité d'entreprise où un «Plan de sauvegarde» comportant une cinquantaine de licenciements et une remise en cause des avantages acquis a été pour la deuxième quinzaine de mars, le personnel s'est prononcé, dans différentes assemblées générales d'information, à une écrasante majorité (95 %) pour l'occupation de l'entreprise.

Manœuvre patronale et chantage à la crise avec ces propos alarmistes lorsqu'on sait que la direction envisage de transférer le stock de produits finis dans les entrepots de grossistes de façon à pouvoir imposer courant mars ces licenciements et ces mesures d'austérité.

Après une entrevue des délégués avec la direction qui s'est soldée par un échec, l'ensemble du personnel a obligé la direction à quitter l'usine, et différentes commissions ont été mises sur pied pour assurer toutes les règles de sécurité.

Les résultats des élections de délégués viennent de confirmer l'hégémonie de la CFDT : 81,72 % au collège ouvriers (18,27 % pour la CGT, au lieu de 50 % avant la longue grève), 82,56 % (techniciens et maîtrise) ; et par contre un gain de 36'25 % sur l'an passé chez les ingenieurs et cadres pour la CGT.

FOUGERES

(Suite de la page 1)

Mercredi également, à 18 h 15, la CFDT a fait une réunion d'information. Eugène Simon et Michel Béranger, présents à la table ronde le matin, ont donné un compte-rendu de celle-ci. Ils ont nettement insisté sur le fait qu'aucune proposition concrète et sérieuse n'avait été faite et ils ont mis en garde les travailleurs sur les fausses nouvelles qui ne manqueraient pas de circuler.

Ils ont insisté sur la nécessité de l'unité des travailleurs, unité des trois usines touchées : Réhault, Morel et Maunoir, unité des syndiqués CGT, CFDT, FO et des non-syndiqués.

Parmi les actions prévues : faire de l'usine un centre de lutte et d'animation pour Fougères, avec notamment une crèche et une salle de réunion. Ils ont aussi invité tous les travailleurs à venir au conseil municipal de samedi.

La solidarité s'organise. Jeudi, des marins pêcheurs de Lorient sont venus apporter 7 tonnes de poissons aux travailleurs licenciés et aux chômeurs par solidarité.

Aux usines Pauly à Cournon et à St Pourçain

LES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRES TOUS UNIS OCCUPENT L'USINE

Depuis une semaine, les ouvriers occupent l'usine et bloquent toute activité. Marocains, Algériens, Turcs, Français, tous unis se sont révoltés contre la féroce exploitation qui menace tous les jours leur santé, leur vie pour un salaire de misère, le SMIC, quelque soit le travail effectué.

Dans l'atelier de galvanisation des pièces métalliques sont trempées dans un bain de zinc en fusion à 47 degrés et des bains d'acide. Les bacs sont à ras du sol sans aucune protection. En plus des vapeurs dégagées, il arrive souvent que des pièces métalliques mal fixées se détachent et tombent sur les ouvriers.

Récemment un ouvrier a eu un oeil définitivement amoché par une projection. Sur 70 qui ont travaillé à l'atelier de galvanisation, 60 ont été accidentés. Pour ceux qui travaillent près des bains d'acide, la combinaison dure une semaine et pour en avoir une autre, il faut payer 47 F.

Récemment un ouvrier vient demander des chaussures de sécurité au magasinier. Le patron voyant qu'elles sont neuves, lui enlève, et à la fin de la semaine, cet ouvrier se fait écraser le pied.

Au sablage, les ouvriers restent enfermés pendant 8 heures dans un local sans aération avec un masque qui n'est pas étanche. A ce poste les ouvriers ne peuvent rester plus de 6 mois sans être malades.

Dans la cour de l'usine, une trentaine d'ouvriers immigrés sont «logés» : algécos en bois ou baraques en béton nu. Un exemple : sur 6 mètres par 2,50 mètre, 6 lits à 40 F par lit avec un seul lavabo à eau froide. Un «réfectoire» qui sert également de garage à vélos avec un petit gaz (type camping) et un bac à eau. Pas d'armoire pour la nourriture qui est par terre dans des cageots.

Grève illimitée et occupation de l'usine Pauly (photo correspondant HR).

Comme disent les ouvriers : «On est traité comme des bêtes.»

La lutte.

Jusqu'à la grève, il n'y avait pas de syndicat. Une section CFDT se crée dans la lutte. La grève démarre à Cournon à 85 % et est suivie à 100 % dans l'autre usine de St Pourçain. Les travailleurs occupent Français et immigrés (toutes nationalités) ensemble l'usine jour et nuit et bloquent toute activité, malgré la justice bourgeoise qui a ordonné l'expulsion sur demande du patron.

Les revendications portent sur :

– réintégration de 5 personnes licenciées ;

– 1 F de l'heure d'augmentation pour tous et 13è mois ;

– organisation d'élection de délégués du personnel ;

– amélioration des conditions de vie et de travail ;

– paiement des jours de grève....

Manœuvres de division et de sabotage

Une partie des ouvriers travaille en dehors de l'usine à monter des lignes pour l'EDF. Profitant des difficultés que les ouvriers de l'atelier ont eu à les informer de leur lutte, le patron et la CGT ont essayé de diviser cette catégorie d'ouvriers des autres ouvriers en grève. Montant un syndicat CGT, un membre du PCF, s'appuyant sur les ouvriers les moins combatifs des lignes a tenté de briser la grève. Il est venu expliquer au piquet de grève qu'il fallait reprendre le travail parce que le patron avait lâché 0,50 F.

Il s'est fait recevoir comme il convient par les ouvriers qui loin de se laisser décourager ont pris toutes les mesures pour protéger leur grève contre le patron qui essayait de sortir du matériel.

Les dirigeants du PCF ont osé distribuer un tract d'un culot énorme dans la zone industrielle de Cournon : «Sachez que vous n'êtes pas seuls. Nous, communistes, nous sommes et nous serons toujours avec vous... LE PATRON DE CHEZ PAULY DOIT NÉGOCIER. Oui au changement avec les communistes» suivi de l'habituelle demande d'adhésion. Un délégué de l'usine est allé repêcher ce tract dans un caniveau pour le correspondant d'HR.

Toute la démagogie effrénée des révisionnistes n'a pas trompé les ouvriers de l'usine qui ont jugé les actes. Les actes c'est le militant PCF qui a organisé une section CGT jaune pour briser la grève.

DERNIERE NOUVELLE

Les ouvriers de Pauly ont gagné : à St Pourçain et à Cournon, le patron vient d'annoncer 1,50 F d'augmentation la moitié en février, l'autre moitié en juillet. L'amélioration des conditions de travail doit se régler plus tard avec l'inspection du travail.

Au restaurant universitaire de Vincennes

CONTRE UN CHEF RACISTE GREVE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Depuis mardi 24 février, les travailleurs immigrés du restaurant universitaire de l'université de Vincennes sont en grève avec piquet de grève pour exiger la révocation immédiate et définitive du chef de cuisine raciste.

Celui-ci, en effet, menace constamment depuis des années les travailleurs immigrés arabes en leur tenant des propos racistes du genre : «Si la guerre d'Algérie se poursuivait je vous abattrais comme des mouches...»

Il y a quelques mois, il braque une arme à feu sur un des travailleurs immigrés en lui demandant de fermer sa gueule quand le chef profère des menaces racistes...

Mais mardi 24, après de nouveaux propos racistes, 17 travailleurs immigrés réagissent collectivement avec le soutien des étudiants et décrètent une grève sur le tas pour le départ définitif de ce chef raciste.

Au troisième jour de grève la mobilisation est toujours très active : diffusion de tracts, assemblées générales de soutien, appel à tous les travailleurs et en particulier ceux du CROUS pour lutter contre le racisme.

La CGT de la faculté, après une position de principe sur le racisme (!) n'a rien fait d'autre que de proposer de porter plainte au commissariat du 12è ! et un délégué CFDT du CROUS de proposer d'arrêter la grève et de ne pas accepter le soutien des «gauchistes étudiants» !

Malgré la volonté de certains révisionnistes notoires de briser la grève, malgré les provocations de quelques «jaunes» qui, jeudi, poussés par le gérant Gabens, ont voulu arracher des affiches, la grève se poursuit et la solidarité se renforce.

Informations générales

A Bègles, dans la banlieue de Bordeaux

LE MAIRE PCF SPECULE SUR UN TERRAIN

Bègles est une ville de la banlieue sud de Bordeaux. Sa mairie est entre les mains de Mme Rossignol, membre du PCF. Et les finances de la municipalité accusent un déficit d'environ 350 millions.

Quelles trouvailles viennent donc à l'esprit d'un maire PCF pour renflouer le bateau ? La spéculation sur les terrains.

En effet, à la cité Yves Farges, où habite le sénateur Scipion, membre lui aussi du PCF, il y a un petit terrain appartenant à la municipalité. C'est le SEUL terrain où les enfants de la cité peuvent s'amuser, le seul espace qui soit un peu vert.

A Bègles, dans ce quartier, il n'y a pas de grandes surfaces, mais seulement des petits commerçants qui vivent difficilement. Le quartier est ouvrier et l'on sait bien que les ouvriers ne vont pas acheter du beefsteack tous les jours.

Mais les notables du parti de Marchais se foutent pas mal de la vie des travailleurs. Et c'est au plus offrant qu'ils font appel pour vendre «leur» terrain, comme le commun des bourgeois.

Qui achète le terrain ? Leclerc, des centres Leclerc, pour la bagatelle de 50 millions. Pour ces révisionnistes il importe peu que ce M. Leclerc soit le PDG des grandes surfaces qui provoquent la faillite et jettent à la rue un si grand nombre de petits commerçants. Ce qui compte c'est spéculer, c'est le profit ! Et au diable les travailleurs et les petits commerçants s'ils grondent ! Et les enfants ? Mais pourquoi diable ont-ils besoin de s'amuser, ces gosses de prolétaires ?...

Il est ainsi de plus en plus clair que le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir. Quelle différence en effet entre un promoteur et le maire de Bègles ?

Correspondant HR

L'Association de solidarité franco arabe

«Il faut punir les crimes racistes»

Dans un communiqué publié le 25 février à Paris, l'Association de solidarité franco-arabe attire l'attention du gouvernement français *«sur le fait que sa politique étrangère vis-à-vis des États arabes, et particulièrement de l'Algérie, risque d'être mise sérieusement en cause (...) si les crimes racistes et les attentats, comme ceux de ces derniers jours, ne prennent fin et ne sont pas condamnés par les plus hautes instances du pays».*

L'association demande instamment aux autorités françaises *«de faire le maximum pour que les auteurs de ces actes criminels soient activement recherchés et punis».*

Il ne saurait en effet être possible au gouvernement de la bourgeoisie de se prévaloir d'une politique extérieure de rapprochement avec les pays du tiers monde, tout en laissant impunément agir les criminels racistes qui agressent continuellement les représentants en France de ces pays et de ces peuples que sont les travailleurs immigrés, et, qui plus est, tout en alimentant lui-même une odieuse campagne de calomnies contre ces travailleurs immigrés.

Lyon

Une manœuvre destinée à intimider un imprimeur

A la suite de la perquisition qui a eu lieu dans ses locaux le 17 février dernier, l'«Imprimerie Presse nouvelle» de Lyon a fait une déclaration dans laquelle elle indique notamment qu'*«au terme de trois heures de perquisition la police a saisi en tout et pour tout une affiche et un tract, imprimés dans le respect des normes légales et diffusés à plusieurs milliers d'exemplaires, pour annoncer un meeting* (sur le Portugal)*... Deux des personnes présentes à l'imprimerie ont été interrogées dans les locaux de la police pour les mêmes motifs arbitraires (...)*

»Déjà en 1974, l'Imprimerie Presse nouvelle avait subi des pressions du pouvoir contre la liberté d'imprimer et d'expression. A cette époque, IPN avait été inculpée de complicité avec le FARM, pour avoir imprimé des tracts antimilitaristes. C'est vouloir faire jouer à l'imprimeur un rôle de censeur, que nous refusons (...)

»Ceci confirme la volonté des travailleurs d'IPN de renforcer autour de l'imprimerie l'unité active de tous ceux qui l'utilisent. C'est entre autre le but de l'association des amis d'IPN en cours de constitution.»

Ce à quoi H. Leclerc, responsable de l'«Imprimerie Presse nouvelle», a ajouté dans une lettre que nous avons reçue tout récemment : *«Nous attirons votre attention sur la contradiction entre l'importance de la mesure utilisée (perquisition sur commission rogatoire) et la minceur des pièces visées (une affiche et un tract dûment signés et publiés il y a 3 mois à plusieurs milliers d'exemplaires), contradiction qui nous confirme dans l'idée que nous avons eu affaire purement et simplement à une manœuvre destinée à intimider un imprimeur dans l'exercie de sa profession – profession dont l'indépendance est la garantie de la liberté de la presse.»*

Succès du meeting anti impérialiste de Nantes

Nous avons appris avec retard que le vendredi 20 février s'est tenu à Nantes un meeting anti-impérialiste, à l'initiative des organisations d'étudiants étrangers suivantes : Association syndicale des stagiaires et étudiants des Comores (ASSEC), Union nationale des étudiants de la Côte Afar Somalie (UNECAS), Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), Union nationale des étudiants marocains (UNEM).

Après avoir salué les victoires des peuples d'Asie et d'Afrique contre l'impérialisme américain et le colonialisme portugais, les participants donnèrent de précieuses informations sur la situation économique et politique de leurs pays respectifs et sur les luttes de leurs peuples contre les manœuvres des grandes puissances mondiales pour étouffer leur volonté d'indépendance. C'est ainsi que l'assemblée unanime dénonça le complot du colonialisme français à Mayotte et à Djibouti.

«L'Humanité rouge», dans un message de soutien, appela à la solidarité combattante des peuples du monde, des peuples du tiers monde et du peuple français en particulier, contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme des deux superpuissances dont la rivalité toujours grandissante menace la paix du monde.

Un débat très animé s'ensuivit. Deux thèmes brûlants ressortirent principalement : le droit à l'auto-détermination du peuple sahraoui et la dénonciation du social-impérialisme dont certains participants devaient montrer le grave danger qu'il constitue pour les peuples du monde. «Le monde ne connaît ni la paix, ni la détente...» comme devait le souligner à juste titre, l'un des organisateurs.

Correspondant HR

Des bonbons couleur de fraude

Il y a quelque temps l'animatrice d'une émission radio-diffusée mettait le doigt sur les fraudes auxquelles se livrent les patrons. Elle dénonçait notamment sur les ondes la Confiserie des Alpes – société employant à Grenoble 135 personnes – qui utilise des colorants tout en fondant sa publicité sur l'absence de tels produits.

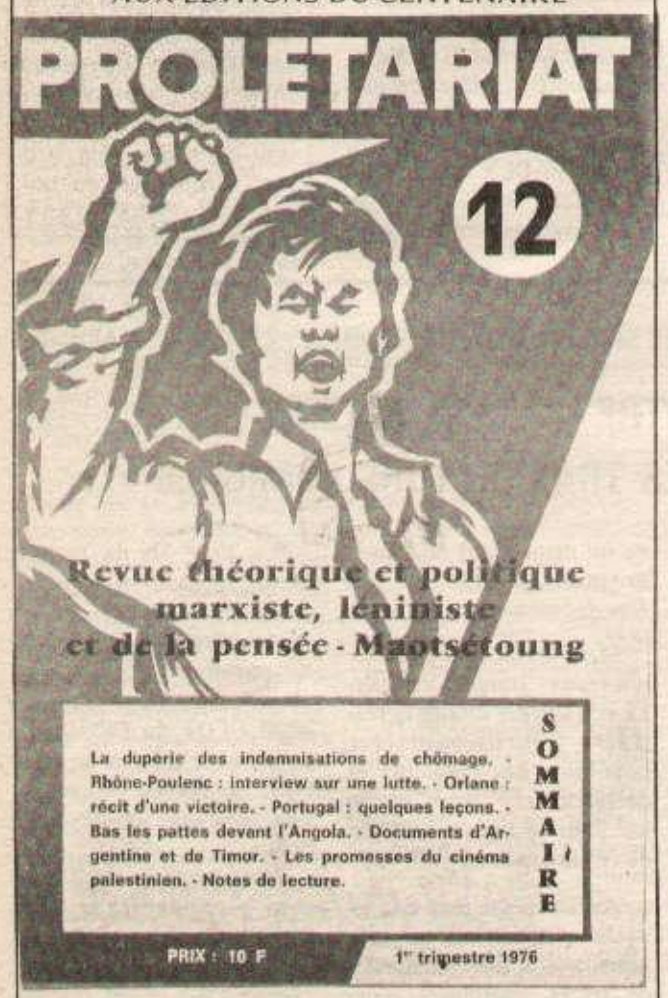
Répondant deux jours plus tard à un journaliste qui lui demandait de s'expliquer sur cette accusation, Louis Gardon, cogérant de la Confiserie des Alpes devait déclarer :

«Il nous a été rapporté que Mme G., lors de l'émission de ce jour, a en effet signalé que la société Confiserie des Alpes, de Grenoble, vendait des confiseries annoncées sans colorant, avec mention d'un numéro de colorant inscrit sur le fond de l'emballage. Il ne peut s'agir là que d'un quiproquo car nos bonbons annoncés sans colorant ne comportent pas de colorants. Le numéro auquel se serait référé Mme G. est le E 330 qui désigne l'acide citrique et qui est mentionné dans la catégorie des agents de sapidité et non de colorants».

Mais, ainsi que devait le faire remarquer le journaliste, le paquet incriminé portait non seulement l'indication E 330, mais également E 110, E 102, E 104, qui sont bel et bien des colorants. Et sur la face principale on pouvait lire *«bonbons fourrés, sans colorant»*. Alors ? Alors, il en faut plus pour que le cogérant de la Confiserie des Alpes perde son souffle ! Celui-ci de répondre en effet qu'il s'agit... *«d'une erreur d'emballage»* ! Voilà au moins des emballages qui ont le dos large...

La vérité est que des trafics de ce genre sont le cas général, et que le vol, l'usurpation, la fraude, sont bien les activités principales des patrons.

VIENT DE PARAITRE
AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE



Commandez, sans attendre, ce numéro à E.100 : 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris.
Prix de l'exemplaire : 10 F

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «l'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Signature.....

* *Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.*

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

culturel

Ecrits militaires

Publication en Chine des «notes de Souen Pin ping fa» (475-221av.J.C.)

GUERRE ET LUTTE DE CLASSES

«Les notes de Souen Pin ping fa», ce livre rédigé par les soldats des unités de l'Armée populaire de libération de Chine sous le commandement du Chenyang, a été récemment publié par les Editions du peuple de la province du Liaoning. Ce livre au langage clair et précis marque le succès obtenu par les ouvriers, paysans et soldats dans leur participation à la recherche sur l'histoire du peuple chinois depuis la Révolution culturelle et le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius.

Un témoignage de la lutte entre Confucéens et Légalistes

De même que «Souen Tse ping fa» (Stratégie et tactique de Souen Tse) écrit par le célèbre stratège Souen Wou, à la fin de la période de Tchouentsieou (770-476 av. J.C.), «Souen Pin ping fa» (Stratégie et tactique de Souen Pin) dû à la plume du remarquable stratège Souen Pin, au milieu de la période des "royaumes combattants" (475-221 av. J.C.) est une importante œuvre militaire dans l'histoire de la Chine. Disparu il y a plus d'un millier d'années, cet ouvrage a été découvert en avril 1972 dans les tombeaux de la dynastie des Han (206 av. J.C. – 220 ap. J.C.), à Yintsiue, dans la province du Chantong. Sa découverte fournit de nouvelles données précieuses à l'étude des expériences de la lutte entre les Confucéens et les Légalistes de l'antiquité, notamment sur la pensée militaire antique de la Chine.

Un peuple qui étudie lui-même son histoire

Cet ouvrage antique fut gravé sur des tablettes de bambou. Depuis novembre 1974, les soldats des unités de l'APL sous le commandement du Chenyang, après avoir surmonté de multiples difficultés, ont accompli l'annotation de ce livre en moins d'un an.

Ont participé à ce travail des cadres dirigeants des unités, des combattants de compagnies qui luttent sur le plan de l'étude théorique, des vétérans de l'armée rouge et aussi de nouvelles recrues. Quand des difficultés surgissaient au cours du travail, ils consultaient les combattants de compagnies en vue d'une solution commune. Parfois, ils copiaient en gros caractères le texte original, les phrases et les mots difficiles sur des affiches qu'ils collaient ensuite au mur pour que les masses viennent discuter et donnent leur opinion. Certains d'eux se sont aussi rendus sur le lieu des fouilles, à Yintsiue, pour enquêter sur les champs de bataille antiques à Koueiling et à Maling. Enfin, au bout de six mois, à l'issue d'importantes recherches et enquêtes, ils ont sorti 5 brouillons totalisant 450 000 caractères.

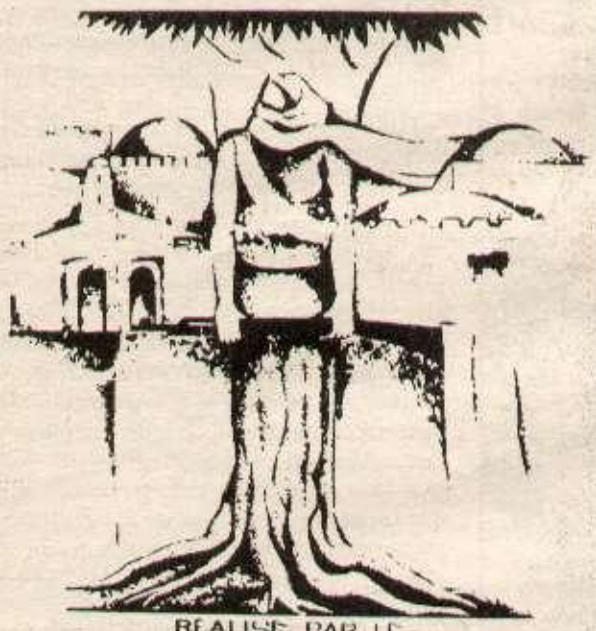
Avoir un point de vue de classe

Tous ceux qui ont travaillé sur le livre, fidèles au principe du Président Mao Tsé-toung, «que l'ancien serve l'actuel», partant de la position marxiste et adoptant les points de vue et la méthode marxiste, ont soumis à une analyse générale les contradictions de classe, les situations économique, politique et militaire de l'époque de l'auteur. Ils ont fait un bilan des expériences de la lutte entre les conceptions militaires confucéenne et légaliste au cours de la période des «Royaumes combattants» afin de contribuer aujourd'hui à combattre et à prévenir la ligne révisionniste et à consolider la dictature du prolétariat.

Pour une meilleure connaissance de ces questions :
«L'Art de la guerre» de Sun Tsé chez Flammarion. 36 F
Mao Tsé-toung : «Écrits militaires»
– en poche : 3,30 F
– grand format broché 8,60 F
– relié 12,85 F
– 6 écrits militaires 2,20 F
Aux librairies :
– Les Herbes Sauvages 70 rue de Belleville Paris 20è
– La Force du Livre 33 rue René-Leynaud Lyon 69001
– Le Sel de la Terre 4 rue du Mal Foch St-Brieuc 22000 ou par correspondance à : E.100 24 rue Philippe de Girard Paris 10è

BIENTOT
LE SOUFFLE No 3
Revue artistique et littéraire des communistes marxistes-léninistes de France.
Prix : 4 F.
Adresse :
Humanité rouge
(Front culturel)
BP 61 – 75861 Paris cedex 18
Abonnez-vous :
1 an 16 F
24 F (pli fermé)
20 F (de soutien)

L'OLIVIER



REALISE PAR LE
GROUPE CINEMA_VINCENNES
AKIKA – CHAPOUILLIE – DUBROUX
LEPERON – NARBONI – VILLAIN

L'OLIVIER
***
QUI SONT LES PALESTINIENS ?
***
Sortie à Paris à partir du mercredi 3 mars 1976
au cinéma LE MARAIS
20, rue du Temple
(Paris-4è – Métro Temple ou Hôtel-de-Ville)
Projection permanente de 14 à 24 heures
Durée du film : 1 h 25
DÉBATS APRES PROJECTION

sports

A Nantes

FOOTBALL A LA RUSSE

Mardi soir, à Nantes, j'ai assisté à une rencontre de football entre l'équipe locale et le Dynamo Kiev.

Si les qualités physiques et techniques des joueurs de Kiev sont remarquables, on a pu aussi se rendre compte de l'idée «socialiste» qu'ils ont du sport.

Le football «socialiste à la russe», c'est aussi «jouer les vedettes», c'est «jouer la montre» (tout faire pour retarder le jeu, ex : passes au goal pour gagner du temps), c'est aussi l'agressivité, les brutalités (croc en jambe, tirage de maillot), c'est contester les décisions de l'arbitre, c'est l'anti-jeu.

Finalement, cela ressemble beaucoup à ce qui se passe sur les stades de France. Même régime, mêmes principes : sport égale compétition, argent, honneurs... gagner à tout prix.

D'ailleurs, le footballeur polonais du club nantais, Gadocha, la «vedette» de l'équipe polonaise de la dernière Coupe du monde, n'est-il pas venu à Nantes vendre ses capacités contre une superbe voiture de sport et un splendide appartement ?

Tout cela n'a rien à voir avec la pratique du sport dans les pays authentiquement socialistes comme l'Albanie et la Chine. Les sportifs chinois disent : «amitié d'abord, compétition ensuite». Et quand les basketteurs chinois viennent jouer à Paris, les joueurs de l'équipe d'en face et les journalistes n'en croient pas leurs yeux.

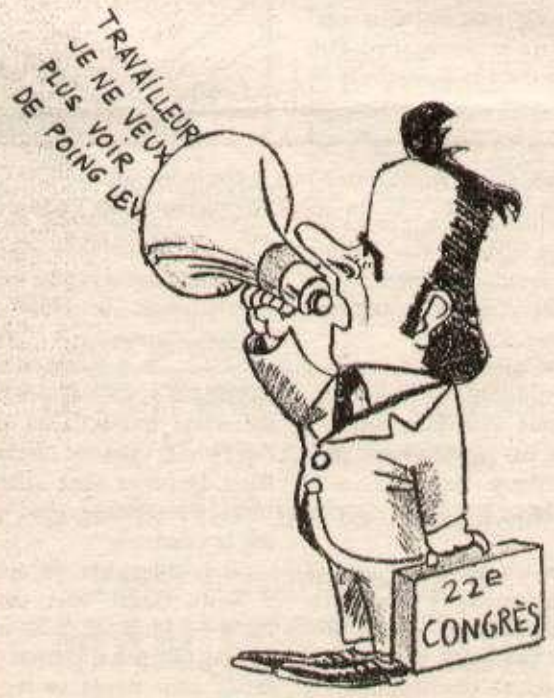
Les basketteurs chinois sont simples et modestes, ils manifestent une grande envie de jouer dans l'enthousiasme ; tout n'est qu'amabilité, courtoisie, respect des règles et des «adversaires». On aide un adversaire à se relever ; on serre la main d'un joueur et on le félicite.

En Albanie, lors de rencontres de football, les joueurs discutent avant, pendant et après le match de leur tactique de jeu. Un joueur qui joue à l'avant va expliquer à son adversaire direct, l'arrière, par quelle feinte il réussit à le passer et comment l'arrière peut faire pour l'en empêcher. On se fait progresser l'un l'autre.

Nous sommes bien loin des nageuses est-allemandes dopées pour ramener des médailles, nous sommes bien loin aussi des «Blokhnine super-star» !

Mais rien d'étonnant à tout ça, en sport comme dans tous les domaines le régime socialiste est supérieur au régime capitaliste, qu'il soit de l'Ouest ou de l'Est.

Vu par Ottop.



l'Humanité Rouge

L'intérim (2)

Les dirigeants CGT soutiennent les négriers

*Bien souvent les contacts entre travailleurs «fixes» et intérimaires sont très difficiles, alors que les problèmes des uns et des autres sont ceux de la classe à laquelle ils appartiennent. Et cela, le patronat le sait bien, c'est pourquoi lorsque des intérimaires se fondent dans l'ambiance du lieu de travail, ils sont rapidement mutés ailleurs. Une politique habilement menée par recruteurs et utilisateurs cherche à dresser travailleurs fixes et intérimaires les uns contre les autres à toute occasion, notamment en visant à ce que chaque catégorie pense que l'autre est plus avantagée. Et les dirigeants de la CGT marchent dans toutes ces combines.**

En vérité il est absolument vital pour le mouvement ouvrier, pour son unité de classe de faire échec à toutes les tentatives de divisions organisées par la bourgeoisie au pouvoir et la bourgeoisie révisionniste.

Actuellement, la réorganisation capitaliste a pour conséquence une augmentation des cadences et une diminution d'effectifs. Les intérimaires sont toujours les premiers licenciés (il n'y a pas d'indemnités à payer !). Embauche et débauche dépendant uniquement des impératifs de production, comme l'intérimaire est un chômeur en puissance, qu'il est isolé, c'est lui qui est déplacé, muté, déqualifié en premier lieu. En 1971, dans le cadre de la restructuration du trust, Wendel-Sidelor a procédé à un licenciement collectif déguisé en ne renouvelant pas le contrat de 4 000 travailleurs temporaires. Dubigeon (Nantes) employait 6 000 ouvriers en 1955, 4 000 en 1960 et 2 700 en 1975 (dont 700 intérimaires), etc.

LE ROLE DE L'INTERIM : Dans les conditions de travail

Le travailleur intérimaire ne peut être malade, en congé maternité (à cause du salaire horaire). Il n'a pas droit aux «avantages sociaux» des travailleurs de l'entreprise utilisatrice. Il revient donc moins cher, et c'est un argument de vente des boîtes d'interim !

En 1974, sur 111 014 ouvriers accidentés, 21 024 étaient intérimaires !

A Usinor-Dunkerque, sur 75 «accidents» mortels, 56 intérimaires ou sous-traitants.

Roland Wuillaume, ouvrier tué en janvier 1975 à l'usine «Huiles, goudrons et dérivés» de Lens – dont le PDG Chapron avait été incarcéré sur décision du juge de Charette – était intérimaire chez Bis.

Les travailleurs intérimaires ou de toute autre forme de travail temporaire doivent exiger que pour chaque poste nouveau où ils sont affectés, ils soient correctement informés des risques et de la réglementation. Pour cela ils doivent faire appel aux délégués syndicaux et saisir l'inspecteur du travail chaque fois que le poste comporte des risques ou nuisances élevés.

Outre qu'ils travaillent à des postes dangereux, ils sont souvent employés à des travaux que les «fixes» ne veulent pas faire : tel aux Assurances de Paris – grosse boîte nationalisée – les archivistes du 3é sous-sol sont tous intérimaires !

Comme on peut le voir, c'est en fait la *remise en cause des conquêtes ouvrières.*

Les promesses démagogiques des Giscard, Fourcade ou Mitterrand balancées à grand renfort de publicité, ne sauraient masquer leurs pratiques. Tout d'abord leur mépris des travailleurs, leur cynisme. Qu'on en juge ! «La formule du travail intérimaire leur donne à la fois l'illusion de sauvegarder leur liberté et d'échapper à la monotonie d'un travail fixe (...) Seul obstacle au développement des agences d'interim : leur mauvaise image de marque tant auprès des utilisateurs que du public ; les deux syndicats patronaux, le SNETT et NORMATT, sont conscients de cet état de fait et semblent décidés à y remédier. En chassant les brebis galeuses » !!*

La lutte commune des travailleurs fixes et intérimaires est la seule à pouvoir s'opposer à la dictature du capital. Nous devons faire voir à la bourgeoisie que lorsque l'on touche à l'emploi d'un seul, ce sont tous les travailleurs qui sont solidaires. En novembre 1975, la section CFDT de Heurtey (Paris-17è) avait fait un panneau expliquant la situation ; en voici des extraits :

«Rien ne sera possible tant que le cloisonnement fixe-intérimaire persistera...

» – Au préjudice des fixes qui continuent à vivre avec ce volant de chômage interne, à la fois securisant et qui cree artificiellement le malaise dans l'entreprise par cette division des travailleurs et donc l'étouffement des revendications salariales.

» – Au préjudice des interimaires qui cherchent un emploi fixe sans y réussir parce que le patron préfère bloquer l'embauche et se fournir sur le marché de l'interim et des hors-statuts (vacataires, auxiliaires, contractuels...)...

» – Chez Heurtey, l'interim est devenu une véritable institution (une centaine en permanence, un règlement intérieur spécial à l'exclusivité du pointage) où les intérimaires malgré eux prennent la place d'un titulaire, alors qu'ils pourraient eux-mêmes y être embauchés avec un salaire supérieur, la garantie de l'emploi et les avantages sociaux...»

LES FAUX COMMUNISTES DÉFENSEURS DES MARCHANDS D'HOMMES

Chez Renault, l'effectif d'intérimaires, qui était de 1 200 en avril 1975 (chiffre patronal) est remonté au moins à 4 300 dont 250 au Mans. Pourquoi cela ? La direction s'en est expliquée au CCE de juin 1975, pour ce qui est du Mans : selon elle, il y aura courant 76 des fluctuations dans les commandes au tracteur. D'autre part, l'automobile n'offrant plus les mêmes «garanties d'expansion» qu'autrefois en cette période de crise, des travailleurs embauchés au tracteur ne pourraient pas être reclassés de manière rentable à l'automobile.

Le 2 février 1976, les dirigeants CGT lançaient le mot d'ordre «Non au volant *permanent* d'interim». Ce qui veut dire que la CGT accepte le principe même de ces marchands d'hommes. La politique des dirigeants du PCF et de la CGT est bien d'accepter la «mobilité de l'emploi» si chère aux capitalistes, comme elle est d'accepter le chômage, un statut particulier pour les immigrés... C'est la politique de division sur toute la ligne !

L'accord Manpower-CGT

L'accord d'entreprise Manpower-CGT du 9 octobre 1969 est une véritable caution syndicale à ce trafic des négriers modernes. On peut lire dans le préambule de cet accord : «Le travail temporaire est reconnu comme une nécessité de la société contemporaine. Son utilisation répond aux besoins passagers de la main-d'œuvre des entreprises» ! En somme la dictature du capital est une nécessité ! C'est d'ailleurs bien pour ça que le Programme commun ne prévoit pas la suppression du capitalisme mais son aménagement.

La «Vie ouvrière», organe de la CGT, a qualifié cet accord capitaliste d'«exemplaire» ; à tel point que l'hebdomadaire – étroitement contrôlé par les dirigeants révisionnistes du PCF, Séguy, Krasucki... – a cru bon de faire de la publicité pour le négrier Manpower !

Non seulement les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la rentabilité capitaliste, mais ils doivent s'organiser en vue de préparer la destruction complète du système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Point de vue syndical : la CGT n'a jamais fait aucun travail sérieux pour organiser les intérimaires, c'est une organisation fantôme, elle prétend – dans la conclusion du préambule d'accord – «...vu le caractère majoritaire de l'organisation syndicale CGT sur le plan national»... signer un accord au nom de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. Cela relève de l'imposture pure et simple, de la manipulation des masses – comme remerciement de ses bons et loyaux services, elle se voit généreusement attribuer par Manpower un crédit de 300 heures par mois (Art. 13) et un bureau meublé à Paris. Les bonzes révisionnistes peuvent ainsi caser deux permanents supplémentaires, qui donneront leurs directives sans se soucier de l'intérêt des travailleurs concernés qu'ils ne connaissent pas. En matière de droit syndical, le droit du patron reste souverain : le personnel ne travaillant pas au siège de la société, et n'y passant que très rarement (les formalités se font souvent par téléphone ou correspondance).

L'article 17 stipule que l'organisation signataire (la CGT) discutera avec la direction de l'application de l'ordonnance du 17/8/67 concernant *«la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion»*. En «participant» ils bénéficieraient de leur surexploitation !

– En ce qui concerne les délégués du personnel et du CE : ce sont les seuls «permanents» qui sont au siège (en majorité des cadres) qui sont électeurs et éligibles, et leurs décisions sont valables pour tous les travailleurs temporaires qui sont employés par la «maison» !

– L'indemnité de congés payés est de 9 % du salaire brut, ce qui – théoriquement – accorde la 5é semaine de congés payés. Or dans l'année seuls deux jours fériés sont payés et les employeurs sont quittes pour les primes habituellement payées aux travailleurs : ancienneté, transport, fin d'année, vacances. En somme c'est une bonne affaire pour les patrons.

Alors que le personnel permanent perçoit une indemnité de restaurant, les temporaires en sont privés et n'ont même pas à leur disposition un réfectoire pourtant prévu au code du travail.

Pour couronner le tout, *l'article 19* stipule qu'il appartient à l'entreprise et à elle seule de fixer la durée du contrat de travail !

Voilà ce que les faux communistes appellent une victoire ! Cet accord de collaboration de classe est un véritable coup de poignard dans le dos.

Lettre aux députés

Dans une lettre adressée aux députés, le 8 décembre 1971, la CGT a exposé ses positions et ses vœux aux rapporteurs au Sénat et à l'Assemblée nationale, où l'on peut noter entre autres perles : «En effet, nous assistons... à la frustration des comités d'entreprise qui, en raison de la réduction du personnel permanent, et donc de la réduction corrélative du volume des salaires (tout au moins de ceux déclarés comme tels) voient fondre leurs ressources jusqu'à ne plus pouvoir assurer leurs fonctions sociales» !* Moralité : le profit d'abord !

Dans la note liminaire adressée au rapporteur du projet à l'Assemblée nationale, il est dit* : «Notre thèse demeure que :

» – Il convient de faire appel, non "au travail temporaire" mais "aux entreprises* de travail temporaire" (...) A cet effet, nous avons proposé depuis près de trois ans une solution logique, rationnelle, qui complétait utilement l'article 2, en établissant un barrage à des abus possibles, tout en offrant une grande souplesse à l'entreprise utilisatrice, en autorisant celle-ci à faire appel au travail intérimaire selon une formule déterminant un volume annuel correspondant à un pourcentage de ses effectifs et tenant compte de la durée de l'ensemble des missions effectuées.»

Il est donc bien clair que les faux communistes dirigeant le PCF et la CGT sont de fervents partisans de ces négriers modernes.

(A suivre)

Notes

* *Le 9 octobre 1969, ils ont signé un accord avec Manpower.*

* *Nouvel économiste – 15/1/76.*

* *Lettre parue dans «le Peuple», «organe officiel bimensuel de la CGT», No 882.*

* *Souligné par l'auteur lui-même.*

A signaler

– Le syndicat parisien CFDT des Services, branche «Interim», a réalisé un montage audio-visuel d'une durée d'une demi-heure.

Pour tout renseignement s'adresser :
67, rue de Dunkerque
75009 Paris
Tél. : 878-74-07.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : [illegible] 1976